

Formation Risques Industriels

Les APNE : une force de propositions pour les territoires de la Région PACA

*Agir ensemble
pour des
territoires durables*



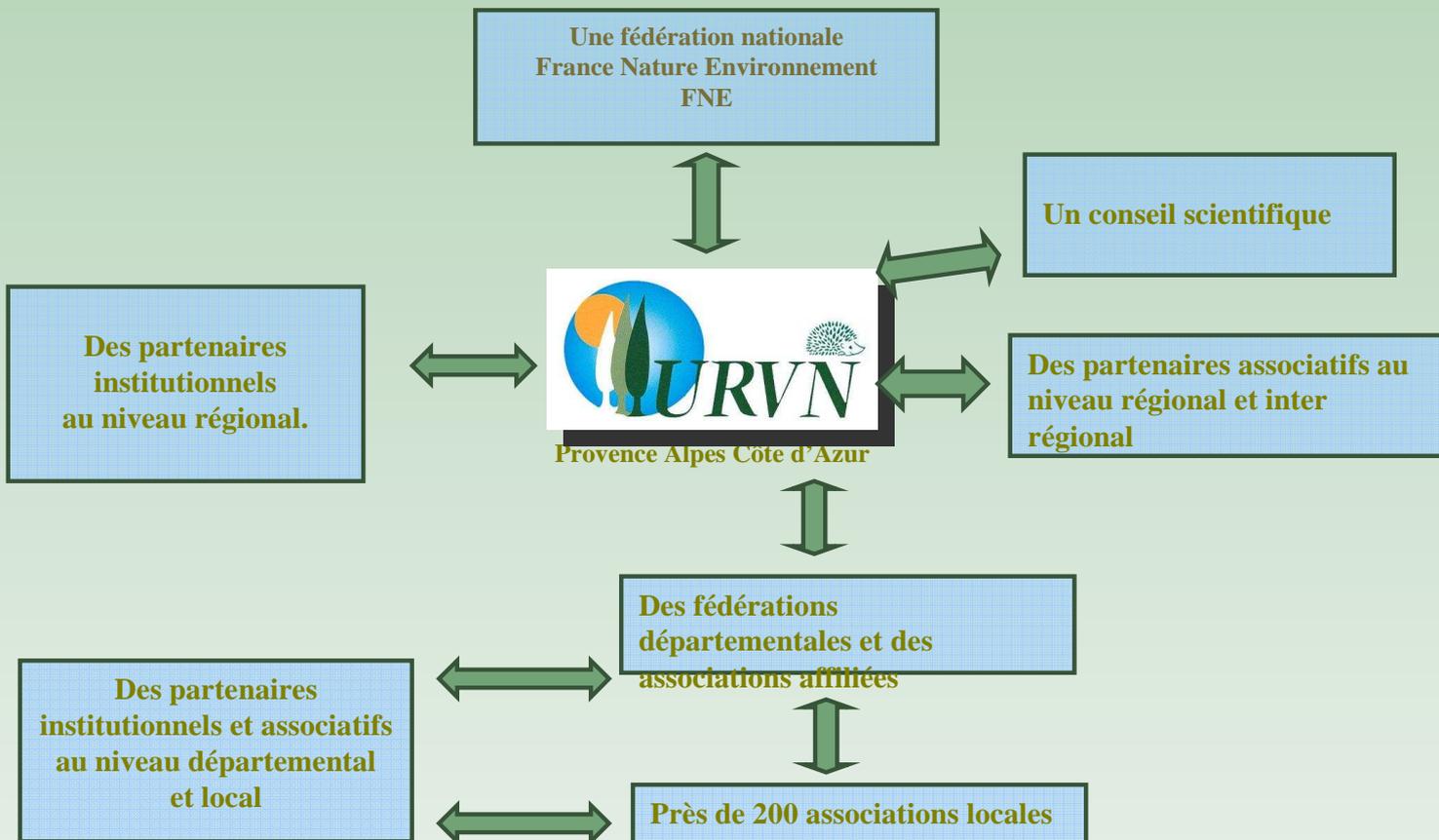
Objectifs de la journée :

- Informer et former les associations à la prévention des risques industriels en région PACA
- Mettre en place un suivi des besoins et des propositions des associations à travers la création d'un réseau associatif sur les risques industriels

Présentation de la fédération régionale des associations de protection de la nature et de l'environnement de PACA



L'URVN au cœur d'un réseau



L'URVN au cœur des politiques de développement durable



Maîtrise du risque par le Droit

Introduction :

- La définition du risque*
- La présence du risque industriel en PACA*

Les outils de prévention créés par le droit :

- La prévention à la source : étude danger*
- La maîtrise de l'urbanisation*
- L'organisation des secours en cas d'accident (POI – PPI)*
- L'information préventive des populations et des collectivités*

Un risque naît de la combinaison d'un **aléa** et d'un **enjeu** :

L'**aléa industriel** : un phénomène peut produire des effets à un moment donné.

Par exemple : un produit chimique peut s'enflammer, une industrie peut exploser, la tuyauterie peut céder, etc.

L'**enjeu** : ce sont les éléments qui sont susceptibles d'être affectés par un phénomène.

Par exemple : la population locale, les employés, l'environnement naturel, les biens, etc.

Risque industriel

ICPE

D

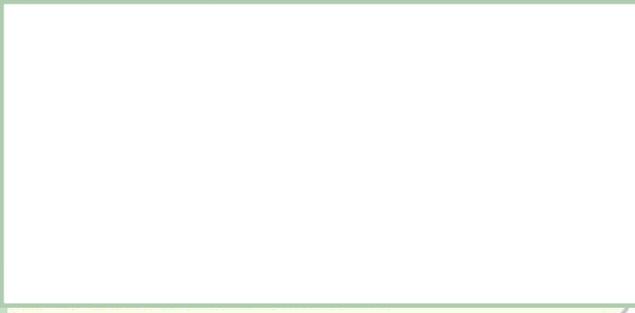
E

A

AS

- 10 000 ICPE dont 1600 soumises à autorisation
- Plus de 60 sites SEVESO seuil Haut (plus de la moitié des établissements sont dans le 13)
- 2nd rang des régions françaises pour le risque technologique

10 000 ICPE dont 1600 soumises à autorisation

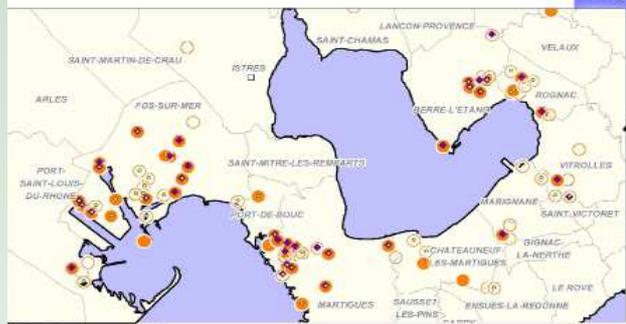


Classement des ICPE:

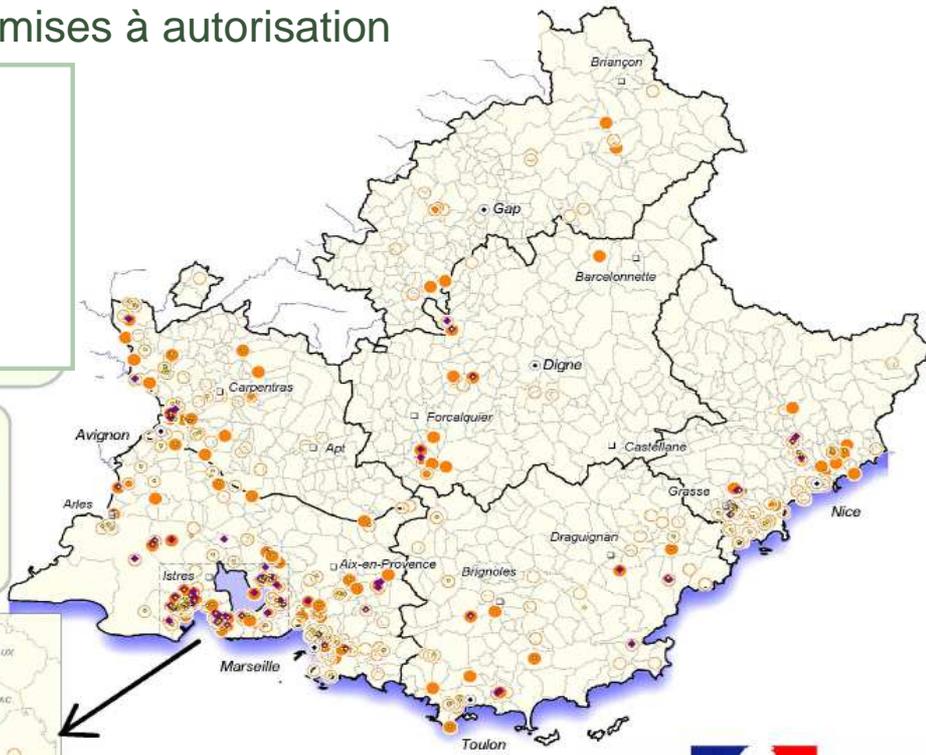
- classées Priorité Nationale (151)
- classées Priorité Régionale (316)
- classées Svéso (62)
- soumises à la directive IPPC (176)
(Integrated Pollution Prevention and Control)

0 20 40 60 80
Kilomètres

● Préfecture □ Sous-préfecture



97 x 209,8 mm



Extraction de la base Gidic au 08/12/2008



Point préalable sur le droit applicable :

- Directive Seveso (96/82/CE modifiée en 2003 : 2003/105/CE)
- Directive IPPC (96/61/CE modifiée – 2008/1/CE)
- L.511-1 C. env
- Loi 30 juillet 2003
- Décret du 1^{er} février 2005

Elle rend obligatoire pour l'exploitant une analyse des risques que présente son installation.

Le contenu doit être proportionnel aux dangers inhérents à l'installation.

Contenu :

- l'identification des **sources du risque** (dangers liés aux produits et techniques mis en œuvre)
- la description des accidents potentiels (nature, fréquence, et effets domino internes et externes pour les installations SEVESO)
- une évaluation des **conséquences des accidents** sur les biens, l'environnement et les personnes (nature, ampleur des conséquences)
- des éléments de **maîtrise des accidents** (justifier les mesures adoptées pour réduire la probabilité de survenance d'un accident, choix technologiques, entretien, dimensionnement, protection du site, clôtures, fiabilité des installations)
- la précision des **moyens de secours** internes et externes (moyens de secours privés et publics disponibles en cas de sinistre)
- la précision des éléments nécessaires à la réalisation des plans d'urgence (plan d'opération interne, plan particulier d'intervention)

Sur la base de scénarii d'évènements accidentels, des plans d'urgence sont établis par l'exploitant lui-même et par les services de l'Etat

POI

En cas d'accident à l'intérieur d'un site SEVESO

Défini les mesures d'organisation pour arrêter l'incident

Révisé tous les 3 ans – établi par l'exploitant

PPI

accident susceptible de se produire dans l'installation et qui risquent de déborder de l'enceinte de celle-ci – établi par le préfet- prévoit l'organisation et l'intervention des secours

PPRT = défini les règles d'utilisation du sol compatible avec la présence du risque industriel

PPRT = servitude d'utilité publique annexé au PLU

Zones réglementées	Mesures d'urbanisme et sur le bâti futur	Secteurs fonciers possibles
Rouge foncé	Nouvelles constructions interdites	Expropriation Délaissement
Rouge clair	Nouvelles constructions interdites mais extension possible de bâtiments existants s'ils sont protégés	Délaissement
Bleu foncé	Nouvelles constructions possibles moyennant des prescriptions d'usage ou de protection	
Bleu clair	Nouvelles constructions possibles moyennant des prescriptions mineures	

Source : Ministère de l'environnement

Le CLIC est créé pour tout bassin industriel comportant au moins un site industriel à hauts risques.

Concrètement il met en œuvre un cadre d'échanges entre les riverains, les collectivités, l'administration, les salariés et l'exploitant, soit tous les acteurs impliqués dans la maîtrise du risque.

Tout au long de la vie des installations, les parties intéressées s'informent, participent, se concertent et émettent des remarques sur la prévention des risques.

Zoom sur PACA :

-Le Cyprès (asso L. 1901) structure permanente d'information et de liaison regroupant l'ensemble des acteurs du risque et de l'environnement industriel

-Le SPPPI (lieu de débat et d'échange animé par la DRIRE) : s'est doté d'une nouvelle charte sur les bases de la gouvernance à 5 ; l'URVN représente les associations au comité restreint – Plénière en avril 2010

Place aux échanges